

AURÉLIE LATOURÈS

## « JE SUIS PRESQUE FÉMINISTE, MAIS... ».

APPROPRIATION DE LA CAUSE DES FEMMES

PAR DES MILITANTES MALIENNES

AU FORUM SOCIAL MONDIAL DE NAIROBI (2007)

L'un des principaux défis de l'internationalisation de la cause des femmes réside dans la difficulté à penser sa pluralité, comme l'illustre l'insertion problématique des mouvements de femmes africains dans les réseaux internationaux. Étudier la participation de femmes maliennes aux activités autour de la cause des femmes organisées pendant le Forum Social Mondial de 2007 à Nairobi révèle certaines modalités de l'appropriation d'une cause internationale. Leur approche « modérée » de la cause des femmes semble ici témoigner d'une « positionnalité translocale », modelée par les contraintes de l'internationalisation de leur engagement.

**L**a Décennie des femmes des Nations unies (1975-1985) a donné une impulsion internationale à la cause des femmes<sup>1</sup>. Ce processus d'internationalisation de la cause des femmes n'est cependant pas allé sans controverses ni contradictions et, loin d'être achevé, il est même aujourd'hui en partie « en crise »<sup>2</sup>. Cette crise est d'abord externe, du fait notamment de la montée des fondamentalismes religieux et de l'approfondissement de la mondialisation néolibérale porteuse d'inégalités nouvelles (ou renouvelées) pour les femmes. Mais c'est aussi une crise interne : la légitimité des groupes les plus visibles à parler au nom de la cause des femmes sur les scènes mondiales est de plus en plus contestée, de même que la tendance à une certaine « ONGisation » ou institutionnalisation d'une partie du mouvement, ouvrant la voie à la dépolitisation de la cause<sup>3</sup>. De façon plus fondamentale, les difficultés

1. On pourra définir *a minima* la cause des femmes comme un ensemble d'idées orientées vers l'action, fondées d'une part sur la reconnaissance d'une injustice, l'oppression des femmes et les inégalités qui en découlent et, d'autre part, sur la certitude que ces inégalités peuvent être réduites sinon résorbées.

2. A. Druelle, « Que célébrer 30 ans après l'Année internationale de la femme ? Une crise au sein des mouvements internationaux de femmes », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, 2004, p. 115-169.

3. Voir par exemple J. Falquet, « L'ONU, alliée des femmes ? Une analyse féministe critique du système des organisations internationales », *Multitudes*, n° 11, 2003, p. 1-7 ; W. Harcourt, « The Global Women's Rights Movements: Power Politics Around the United Nations and the World Social Forum », paper 25, New York, United Nations Research Institute for Social Development, 2006.

rencontrées par le processus d'internationalisation de la cause des femmes sont aussi l'une des manifestations de l'échec, voire de l'impossibilité, des mouvements de femmes/féministes à penser leur *pluralité* à l'échelle globale. L'insertion historique problématique des mouvements de femmes africains dans ce processus d'internationalisation de la cause confirme cette lecture<sup>4</sup>. Dans quelle mesure et comment le féminisme pourrait-il (voire devrait-il) être africain ?

Les mouvements de femmes africains se sont historiquement alliés avec les luttes de libération contre les différentes formes d'oppression auxquelles le continent a été confronté : l'esclavage, la colonisation, l'apartheid, les régimes de parti unique, le néocolonialisme, etc. Les femmes ont joué un rôle-clé dans ces différentes luttes, en mobilisant des cadres anciens d'action collective au service de la lutte nationale et/ou pour l'ouverture démocratique<sup>5</sup>. L'autonomisation du mouvement des femmes ne s'est opérée que progressivement, et non sans difficultés, dans l'Afrique post-indépendance. À la même période, le courant féministe dit de la « deuxième vague » émergeait en Occident : accompagné d'un discours homogénéisant fondé sur la « sororité » universelle, il a en partie occulté la possibilité d'autres formes de mobilisation et de revendication en faveur des femmes. En Afrique, ce féminisme a ainsi souvent pu être perçu comme une nouvelle forme d'impérialisme. La création en 1977 à Dakar de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (Afarad), qui s'est précisément donné pour objectif de « décoloniser le féminisme », est emblématique d'une certaine forme de résistance africaine vis-à-vis de cette internationalisation/occidentalisation, jugée « arrogante », des mouvements de femmes.

Cependant, ce rejet du féminisme ne constitue pas tant une remise en cause du féminisme en tant qu'idéologie (c'est-à-dire en tant qu'analyse critique des privilèges masculins et de la subordination de la femme dans toutes les sociétés), ni une occultation des mobilisations sociales qui s'y greffent (pour corriger les biais androcentriques), qu'une mise à distance du féminisme en tant que « cadre<sup>6</sup> » universaliste de mobilisation. Cela a pu conduire certaines

4. S. Essof, « African Feminisms: Histories, Applications and Prospects », *Agenda*, n° 50, 2001, p. 124-127 ; A. Imam, A. Mama et F. Sow (dir.), *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*, Paris, Codesria/Karthala, 2004.

5. Ces modes d'action collective, remontant pour certains à l'époque précoloniale, reposent le plus souvent sur la transgression des normes de genre (exposer ses seins, s'habiller en homme, etc.). Voir A. M. Tripp, I. Casimiro, J. Kwesiga et A. Mungwa, *African Women's Movements. Changing Political Landscapes*, New York, Cambridge University Press, 2009.

6. R. Benford et D. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, 2000, p. 614.

militantes africaines de la cause des femmes à la conclusion que le féminisme était inapproprié au contexte africain. Cette contrainte historique ne pèse cependant pas de la même manière sur tous les mouvements de femmes du continent. Ceux-ci sont en effet portés par des militantes aux profils hétérogènes (en termes de classe, d'âge, d'éthnie, etc.) et qui disposent de ressources de mobilisation différentes. S'il existe bien un courant féministe africain « décomplexé »<sup>7</sup>, composé surtout d'intellectuelles africaines ou issues des diasporas (notamment anglophones), les mouvements de femmes africains se sont souvent construits en se différenciant, même *a minima*, des mouvements féministes « occidentaux ». Cette différenciation passe par un ajustement des cadres de mobilisation féministes, qui s'exprime par exemple par la recherche d'un vocabulaire spécifique pour définir leur engagement : du *womanism* d'Alice Walker au *stivwanism* (*Social Transformation Including Women in Africa*) de Molara Ogundipe Leslie, en passant par le *negofeminism* (féminisme de négociation) de Obiera Nnaemeka, voire la *féminitude* de Calixthe Beyala.

Ces questionnements trouvent une résonance particulière dans le Forum Social Mondial (FSM). En effet, si le FSM constitue un espace internationalisé inédit de défense de causes transnationales, la cause des femmes y occupe une place singulière, du fait de la participation historique de mouvements de femmes/féministes<sup>8</sup> qui ont précisément vu dans cet espace un moyen inédit d'internationaliser leur cause. La participation des femmes africaines lors du FSM – notamment celui de 2007 qui s'est déroulé sur le continent africain – s'inscrit dans cette dynamique, sans cesser cependant de l'interroger. Nous avons choisi de suivre plus spécifiquement les quelques femmes maliennes présentes au FSM de Nairobi (qui s'est tenu du 20 au 25 janvier 2007)<sup>9</sup>, pour comprendre comment ces militantes s'insèrent dans un tel espace

7. Illustré par exemple par la « Charte des principes féministes pour les féministes africaines », rédigée à l'issue du 1<sup>er</sup> Forum féministe africain qui s'est tenu à Accra en novembre 2006, qui affirme dès son préambule : « Our feminist identity is not qualified with "Ifs", "Buts", or "However". We are feminists. Full stop ».

8. Notamment la Marche mondiale des femmes et *Articulacion feminista Marcorsur*. Voir par exemple D. Lamoureux, « Le féminisme et l'altermondialisation », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, 2004, p. 171-194 ; J. Conway, « Transnational Feminism and the WSF. Encounters and Transformations in Anti-Globalization Spaces », *Journal of International Women's Studies*, vol. 8, n° 3, 2007, p. 49-70.

9. Pour cette étude (réalisée dans le cadre du projet de recherche « Causes africaines » financé par l'Agence nationale de la recherche), nous avons principalement suivi cinq militantes maliennes à travers des entretiens et l'observation directe des ateliers auxquels elles participaient. Nos propos se nourrissent également des recherches réalisées dans le cadre d'un travail de thèse : A. Latourès, *Saisir l'État en action en Afrique subsaharienne : action publique et appropriation de la cause des mutilations génitales féminines au Mali et au Kenya*, thèse de doctorat de science politique, Institut d'études politiques de Bordeaux/Université Bordeaux IV, 2008.



internationalisé, traversé des tensions liées à une cause qui ne serait encore qu'un « faux universalisme ».

Quel est le profil de ces femmes qui participent au FSM ? Comment définissent-elles leur engagement en faveur de la cause des femmes ? Comment se positionnent-elles face à une cause internationalisée mais souvent perçue comme « occidentalisée » dans leur société ? Si l'engagement des militantes maliennes rencontrées lors du FSM à Nairobi est en partie contraint, il révèle cependant des modalités d'appropriation de la cause des femmes qui passent à la fois par une déconstruction des cadres de mobilisation féministes et par la recherche d'une formulation de la cause des femmes leur permettant de combattre *a minima* les inégalités dénoncées.

#### **DES MILITANTES « FÉMINISTES » ?**

Les cinq femmes maliennes que nous avons suivies participaient au FSM à travers un ou plusieurs ateliers portant directement ou indirectement sur la cause des femmes. Nous pouvons ainsi les décrire comme des militantes de la cause des femmes, même si leur posture quasi professionnelle rend leur statut de militante plus ambigu, comme nous allons le voir.

#### *Socialisation et professionnalisation militantes*

Les femmes maliennes que nous avons suivies ont entre 45 et 55 ans : elles ont toutes grandi dans le Mali post-indépendance où l'éducation des filles constituait encore une exception. Pourtant, elles partagent un parcours scolaire relativement atypique (en partie à l'étranger – en France et en Israël – pour deux d'entre elles) qui les a conduites vers des professions de catégories supérieures<sup>10</sup>. Toutes ont exercé leur métier pendant plusieurs années – souvent dans la fonction publique – avant de se consacrer (entièrement ou partiellement) à leur engagement associatif en faveur de la cause des femmes. Ce choix a été rendu possible soit par les revenus suffisants de leur conjoint (quatre sont mariées et l'une est veuve), soit par une mise en disponibilité partielle dans leur administration qui leur assure un revenu minimum.

---

10. Deux sont enseignantes (en histoire-géographie et en anglais), une est ingénieure agronome, une autre anesthésiste, et la dernière occupe un poste à responsabilité dans l'administration territoriale.

Leur engagement a le plus souvent été précoce : dès l'enfance, la plupart participaient déjà à des activités sportives et des mouvements de jeunesse (au sein du parti unique de Moussa Traoré, l'Union démocratique pour le peuple malien – UDPM) ou avaient des responsabilités dans leur classe. Cet engagement s'est souvent poursuivi pendant leurs études supérieures et, une fois salariées, à travers le syndicalisme (enseignant) et/ou le monde associatif (souvent avec leurs camarades de promotion). Mais pour d'autres, l'engagement ne répond pas à cette trajectoire classique de socialisation militante : il apparaît beaucoup plus circonstanciel, rien ne les prédestinant *a priori* à porter une cause<sup>11</sup>. Elles ont toutefois été confrontées à une situation jugée injuste, et contre laquelle, surtout, elles considéraient pouvoir faire quelque chose. Par exemple, l'une d'entre elles s'est engagée dans les mouvements en faveur de la paix suite à l'éclatement de conflits dans la région du nord du Mali où elle vivait. Pour une autre, c'est le décès d'une élève (suite à des séquelles liées à son excision) qui l'a poussée à s'engager contre cette pratique. Elles considèrent alors souvent leur engagement comme l'accomplissement d'une véritable mission, dans une perspective quasi religieuse<sup>12</sup>, et comme s'inscrivant dans la continuité d'un parcours de vie.

Après des carrières militantes variées, ces femmes sont aujourd'hui chacune à la tête d'importantes organisations de la société civile<sup>13</sup> disposant de ressources substantielles, tant financières que symboliques (notamment réputationnelles). Notons sans surprise que leur engagement militant est multiple : elles sont en effet impliquées dans plusieurs organisations au niveau national (y compris des syndicats), voire sous-régional et international (en lien ou non avec la cause des femmes). Ces deux dernières caractéristiques – un multi-engagement débouchant sur le *leadership* d'une organisation importante, source de revenus<sup>14</sup> – tendent ainsi à en faire en partie des professionnelles

11. « C'est une situation spécifique qui a conduit à mon engagement » : entretien 2 réalisé avec la présidente de l'Association féminine pour les initiatives de paix (Afip) dans le nord du Mali, Nairobi, 22 janvier 2007.

12. « Au décès d'une de mes élèves [...] j'ai eu l'impression que j'avais été appelée... », entretien 4 réalisé avec la présidente de l'Association de suivi et d'orientation des pratiques traditionnelles (Amsopt) au Mali, Nairobi, 24 janvier 2007.

13. L'une d'elles est responsable d'une organisation panafricaine pour l'égalité de genre, deux sont présidentes de coalitions nationales d'associations de femmes, et deux sont fondatrices d'associations ou ONG nationales reconnues.

14. Deux sont salariées de leur ONG, tandis que les autres perçoivent des *per diem* substantiels qui leur permettent de n'avoir qu'une activité rémunératrice à temps partiel, ou qui sont complétés par des revenus plus réguliers de leur mari.

de l'engagement<sup>15</sup>. Cette tendance à la professionnalisation se double d'une internationalisation assez marquée de leur engagement, même si elle prend des chemins divers. Cela passe en premier lieu par une reconnaissance de leur engagement par-delà les frontières. Ainsi, certaines ont obtenu des prix internationaux (« 1 000 femmes pour le prix Nobel de la paix » en 2005) ou sont membres de réseaux internationaux reconnus (African Women's Development and Communication Network – Femnet –, Coalition pour l'annulation de la dette dans le tiers-monde – CADTM –, Marche mondiale des femmes, Réseau africain francophone sur les armes légères, etc.), et toutes effectuent régulièrement des déplacements à l'étranger (pour des formations ou des rencontres internationales). Nous pouvons ainsi les décrire comme des militantes professionnelles internationalisées. Notons que leur internationalisation ne se fait pas spécifiquement par le biais de leur insertion dans les espaces de l'altermondialisme<sup>16</sup>. Leur participation au FSM de Nairobi s'inscrit dans le cadre de leurs déplacements internationaux réguliers, au nom de leur organisation – l'une d'elles affirme ainsi : « Je sors d'un avion pour aller dans un autre [...]. Je ne fais pas une semaine à Bamako !<sup>17</sup> ». Aussi, si quelques-unes perçoivent le FSM comme : « une tribune d'expression populaire [...] pour toutes les couches sociales qui ne se sentent pas intégrées aux instances de décision, et [...] une occasion pour [elles] d'exprimer leur pensée, leur vision et leurs stratégies, particulièrement en Afrique<sup>18</sup> », la plupart ont une approche plus pragmatique du forum, qui leur permet de « faire des connaissances<sup>19</sup> » ; de « rencontrer des femmes d'autres pays qui ont d'autres sensibilités, d'autres façons de voir les choses<sup>20</sup> », mais aussi d'identifier de nouveaux contacts<sup>21</sup>.

Leur lien avec l'espace de l'altermondialisme reste hétérogène, distendu et assez personnalisé. Si aucune n'est impliquée dans le Forum Social Africain (FSA) ou n'a participé à une autre édition du FSM, elles connaissent cependant plusieurs organisations qui gravitent dans l'espace de l'altermondialisme, y

15. La distinction entre militantisme et professionnalisme de l'engagement reste assez floue de manière générale, mais elle est d'autant plus complexe et ambiguë dans les sociétés du Sud où les ONG sont devenues des acteurs privilégiés de l'aide internationale. Voir L. Altani, « Les ONG à l'heure de la bonne gouvernance », *Autrepart*, n° 35, 2005, p. 3-17.

16. N. Mayer et J. Siméant, « L'espace de l'altermondialisme », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 3, 2004, p. 373-378.

17. Entretien 1 réalisé avec la présidente malienne d'une organisation panafricaine de défense de la cause des femmes, Nairobi, 19 janvier 2007.

18. Entretien 1.

19. Entretien 3 réalisé avec la présidente d'un collectif d'associations féminines du Mali, Nairobi, 23 janvier 2007.

20. Entretien 4.

21. Idem.

compris au Mali, notamment la Coalition des alternatives dette et développement (CAD-Mali) ou la Marche mondiale des femmes. Ainsi, plusieurs d'entre elles ont participé à des événements alternatifs au Mali tels que le Forum des peuples, le Forum sur la souveraineté alimentaire *Nyeleni* (en février 2007) et/ou l'édition polycentrique du FSM qui s'est tenue à Bamako en 2006. Mais il ressort surtout des entretiens que chacune connaît Aminata Barry Touré, l'une des leaders du mouvement altermondialiste au Mali, présidente du CAD-Mali. Présentée comme une « amie », c'est à travers elle que certaines se sont décidées à venir au FSM. Par exemple, l'une d'elles précise : « c'est Mme Barry qui m'a obligée [à venir au FSM 2007]... Je ne comprenais pas bien... J'avais peur de ne pas m'y retrouver... En tout cas, Mme Barry m'a encouragée, c'est une amie<sup>22</sup> ». Cette personnalisation s'accompagne d'ailleurs également d'une critique implicite de l'autre figure malienne du mouvement altermondialiste : Aminata Dramane Traoré<sup>23</sup>. Cela témoigne du clivage qui se joue autour de ces deux figures concurrentes dans l'espace altermondialiste national<sup>24</sup>. Les femmes que nous avons suivies se distinguent cependant de cette élite altermondialisée qu'incarnent au Mali les deux Aminata. Au-delà de leurs soutiens et trajectoires militantes contrastés, ces deux leaders ont en effet en commun de s'inscrire idéologiquement et durablement dans l'espace de l'altermondialisme, qu'elles contribuent à façonner à travers leur participation au noyau dur de cet espace en Afrique. À l'inverse, l'internationalisation des femmes maliennes rencontrées – plus éclatée et aléatoire – ne s'inscrit pas de façon prioritaire ni stratégique dans l'espace de l'altermondialisme, mais s'incarne également à travers leur participation à des réseaux et arènes internationaux plus institutionnels<sup>25</sup>.

22. Entretien 2.

23. Par exemple, l'une des femmes que nous avons rencontrées précise : « Quand j'ai vu l'organisation du [FSM en 2006 au] Mali, cela a été un scandale ! Et pourtant cette dame [A. Traoré] est toujours celle qui crie "un autre monde est possible !" [...] Les gens qui défendent les droits des femmes sont ceux qui les exploitent, c'est un paradoxe ! » (entretien 4). Pendant le Forum 2006, plusieurs organisations maliennes avaient en effet dénoncé son omniprésence et des accusations de détournement de fonds ont circulé sur elle après le Forum.

24. Précisons que le Mali présente la particularité d'être fortement inséré dans les réseaux altermondialistes. Cet ancrage national est incarné par deux figures dominantes et médiatisées de l'altermondialisme : Aminata Dramane Traoré, présidente du Forum (Forum pour l'autre Mali) souvent présentée localement comme faisant partie d'une certaine élite altermondialiste, et Aminata Barry Touré, plutôt considérée comme une altermondialiste « par le bas », à la tête de la section malienne de Jubilé 2000 et fondatrice du Forum des peuples (ou Forum des pauvres) qui se tient chaque année parallèlement au sommet du G8. Voir B. Toure, « La société civile malienne à la recherche d'une unité d'action », *Panos Infos*, n° 21, juillet 2003, disponible sur <<http://www.panos-ao.org>>.

25. Par exemple, l'une d'elles est membre du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine ; tandis qu'une autre nous rapporte sa participation à une conférence des Nations unies sur les armes légères organisée en 2001.

### *Des formulations « modérées » de la cause des femmes*

Si ces femmes ont en commun un engagement tourné prioritairement ou en partie vers la défense de la cause des femmes, celui-ci reste nuancé. Elles ont tendance à définir leur engagement pour cette cause « en creux », à partir de termes négatifs ou euphémisants. Par exemple, l'une d'entre elles précise : « Nous *ne* parlons *pas* de nous mettre face-à-face avec les hommes, et de faire la bagarre [...]. Cela montre qu'on les considère [...] *au lieu de* leur tenir tête<sup>26</sup> », s'inscrivant ainsi dans une représentation non conflictuelle des rapports sociaux de sexe. Les termes utilisés gommant la polarisation des sexes, qui associerait la cause des femmes à une entreprise dirigée *contre* les hommes. Cette vision pacifiée des rapports de sexe correspond à un projet de réforme – c'est-à-dire d'aménagement(s) – des rapports sociaux. Par exemple, l'une d'elles souligne que l'un des principaux acquis de la lutte des femmes est précisément l'implication des hommes, même si elle déplore alors que « souvent on les traite de féministes, ou de pro-femmes!<sup>27</sup> ». Leur représentation complémentaire des rapports sociaux de sexe porte la marque d'un engagement modéré, c'est-à-dire conservateur<sup>28</sup>, en faveur de la cause des femmes, comme l'illustre cette autre femme qui précise en des termes généraux : « Je me bats pour la cause juste, il faudrait que les femmes se sentent plus à l'aise<sup>29</sup> ». De la même manière, une autre affirme que le combat en faveur des femmes dépasse en fait largement cette seule catégorie, refusant du même coup d'en faire une cause particulière : « Ce n'est pas que les femmes que nous défendons, mais toutes les couches marginalisées, dont les femmes font partie<sup>30</sup> ».

En filigrane, ces expressions peuvent se lire sous le registre de la justification : la banalisation des revendications vise ainsi surtout à les présenter comme ne s'inscrivant pas dans une guerre des sexes qui remettrait radicalement en cause l'ordre social. Cela rejoint et illustre les analyses qui affirment qu'une partie des mouvements africains de femmes s'est construite *contre* l'image

26. Entretien 5 réalisé avec la secrétaire administrative du principal réseau d'associations et ONG féminines du Mali, Nairobi, 24 janvier 2007. On peut également citer ces extraits : « Parce qu'il ne faut pas que le combat soit uniquement mené par les femmes... Il faut que nos combats soient communs, il faut qu'on soit avec les hommes, parce que si les hommes ne nous comprennent pas, si on n'est pas avec les hommes pour expliquer nos problèmes... Comment voulez-vous que les problèmes se résolvent sinon ? » (entretien 1); « Il ne faut pas continuer à revendiquer sur le négatif de l'homme » (entretien 2); « On dit souvent que genre ce sont les femmes, mais pourtant... » (entretien 3).

27. Entretien 1.

28. À l'inverse de mouvements réformateurs ou radicaux qui proposent une remise en cause profonde des rapports de genre et de la domination masculine.

29. Entretien 2.

30. Entretien 3.



des mouvements féministes occidentaux en proposant et affichant une vision *complémentaire* des rapports de genre plutôt qu'une remise en cause radicale<sup>31</sup>. La sociologue Fatou Sow résume et généralise cela en affirmant que « les Africaines dénonc[ent] la marginalisation des femmes mais différemment, tant dans le contenu que dans la forme, et surtout sans l'agressivité féministe dont elles se défend[ent] bien<sup>32</sup> ». Ce registre de justification commun s'accompagne cependant de revendications hétérogènes, qui reposent sur des interprétations variables et nuancées de la situation des femmes. En effet, si certaines des militantes rencontrées considèrent qu'il faut valoriser le rôle des femmes dans la société, affichant ainsi une vision parfois essentialiste de la femme<sup>33</sup>, d'autres proposent au contraire une remise en cause, même modérée, des mécanismes de reproduction de (certaines) inégalités qui pèsent sur les femmes<sup>34</sup>.

### *La cause des femmes dans l'espace public malien*

Les entretiens réalisés mettent également en évidence une perception commune des contraintes liées à leur engagement dans l'espace public malien. Défendre la cause des femmes, c'est s'exposer à des résistances mais également à des attaques, voire des insultes, qui peuvent les atteindre jusque dans la sphère privée. L'une des femmes rencontrées précise ainsi que son engagement, associé à des réunions le soir et des voyages répétés, a éveillé des soupçons de mauvaises « mœurs » : « Ma belle-famille ne voyait pas d'un très bon œil mes sorties [...]. Il a fallu que j'amène mon mari à avoir confiance [...]. J'ai eu des moments difficiles, mais il a fallu aussi que je travaille mon mari : sinon, je serais divorcée ou je ne serais pas là. [...] Il y a beaucoup de femmes

31. Pour une synthèse des débats (féminismes réformistes/radicaux et féminismes modérés), voir notamment les numéros spéciaux de la revue *Agenda* sur les féminismes africains : n° 50, 2001 ; n° 54, 2002 ; n° 58, 2003. Une récente étude comparée est parue, prenant en compte l'Afrique francophone, lusophone et anglophone : A. M. Tripp *et al.*, *African Women's Movements...*, *op. cit.*

32. F. Sow, « La cinquième conférence régionale africaine des femmes de Dakar », *Recherches féministes*, vol. 8, n° 1, 1995, p. 176.

33. Par exemple : « La femme est universelle, elle n'a pas de pays, pas de continent, elle va là où vont ses enfants » (entretien 2).

34. « On loue la femme, mais au fond c'est pour mieux l'utiliser ! Quand on dit que tu es le pilier de la famille... Je vais me tuer à la tâche, je vais accepter beaucoup de choses ! [...] parce qu'on me dit que si tu n'acceptes pas, tes enfants ne seront pas bénis, qu'ils ne vont pas s'en sortir dans la vie » (entretien 4).

militantes et divorcées<sup>35</sup>». Elle rapporte une anecdote assez significative : lors d'une rencontre organisée dans le cadre de concertations pour la réforme du Code de la famille, à laquelle elle était invitée au nom de son association, les représentants de certaines organisations religieuses conservatrices ont répondu de façon virulente à plusieurs propositions qu'elle faisait en vue de la rédaction d'un nouveau code. Si le débat était houleux dans la salle, il s'est aussi et surtout poursuivi jusque dans son foyer, quand des délégués de la conférence sont allés informer son mari qu'elle avait « insulté le Coran » et que, de ce fait, elle devait être « répudiée »...

Ces contraintes répétées, intériorisées et anticipées par les militantes, tendent à modeler (voire limiter) le champ des possibles de leurs mobilisations en faveur de cette cause. Aussi doivent-elles trouver des solutions de contournement. Cela les amène à négocier en permanence leur engagement. Dans un souci de légitimation, elles vont ainsi mobiliser d'autres ressources, de nature culturelle, qui viennent compenser, sinon neutraliser, la part de leur engagement pour une cause souvent jugée comme allant précisément à l'encontre des valeurs culturelles locales. Dans le précédent cas, aucune répudiation n'a eu lieu, et la conférence a pu se poursuivre au terme d'une longue discussion entre les différentes parties prenantes, au cours de laquelle cette jeune femme a cherché à faire valoir le fait qu'elle était allée à La Mecque, et donc qu'elle restait « malgré tout [...] une bonne musulmane ». On retrouve cette (sur-)mobilisation de référents culturels à travers l'expérience d'une autre femme qui rapporte les difficultés rencontrées pour organiser une rencontre festive rassemblant des militantes internationales (dans le cadre de la Marche mondiale des femmes en 2005), qui tombait pendant le mois de ramadan. L'interdiction de l'événement a finalement été levée par les responsables religieux (en l'occurrence, le Haut conseil islamique), suite à une discussion au cours de laquelle elle a avancé des arguments mettant en avant le fait que les organisatrices de l'événement étaient « de tradition malienne, [...] des épouses, des mères et des sœurs [...]. Les valeurs [de la Marche mondiale des femmes] sont dans le Coran même... La solidarité, c'est dans le Coran!<sup>36</sup> ». Les ressources mobilisées peuvent être de différente nature. Ainsi, il est intéressant de noter que, si les contraintes peuvent s'exprimer en premier lieu dans la sphère privée, c'est également dans la sphère privée que ces militantes vont puiser les ressources nécessaires à leur engagement. Si le combat débute par exemple au sein du couple, c'est également par la durabilité de leur mariage et/ou le nombre des enfants qu'elles ont élevés que ces femmes cherchent à restaurer leur

---

35. Entretien 1.

36. Entretien 5.

respectabilité. Leur maternité et/ou leur statut d'épouse leur offre(nt) paradoxalement la base d'une légitimité qui assure une résonance culturelle à leur engagement<sup>37</sup>. Dans les entretiens, la maternité occupe ainsi une place importante: les militantes montrent un attachement particulier au statut social de mère et se disent fières d'être parvenues à concilier leur engagement et leur rôle de mère. L'une d'elles insiste: « Je suis mère de cinq enfants, ma première fille est mariée, mon premier fils est marié [...]. Tous mes enfants sont normaux, ils n'ont pas de problème, ils ne se droguent pas, ils ne boivent pas! Cela n'a pas été facile en tant que mère. [...] Mais ce qui est important, c'est d'être consciente de votre rôle de mère et d'épouse!<sup>38</sup> »; tandis qu'une autre poursuit: « Dans notre tradition, la femme a une grande place parce que c'est la mère. Et chez nous, on dit que quand tu es en difficulté, c'est ta mère qui peut te sortir de là<sup>39</sup> ».

Les entretiens ont également mis au jour une autre stratégie de (re)légitimation culturelle de leur engagement, qui passe par une critique (plus ou moins implicite) de certains discours sur la cause des femmes.

### *Défendre autrement une cause à vocation internationale*

Notre enquête témoigne de la récurrence d'une posture critique vis-à-vis du « féminisme », qui se matérialise par un rejet de la Conférence internationale des femmes qui s'est tenue à Beijing en 1995<sup>40</sup>. Ce positionnement exprime plus généralement une volonté de prise de distance face aux cadres de mobilisation qui dominent les arènes internationales de la cause des femmes.

En effet, si ces femmes s'accordent *a minima* pour dire qu'elles sont engagées dans la défense des droits des femmes, elles rejettent unanimement l'appellation « féministe ». Toutes considèrent que ce terme vient brouiller leur engagement en faveur de la cause des femmes. Elles distinguent ainsi les

37. Paradoxalement, car cette base limite aussi le périmètre de leur engagement, dans la mesure où elle leur interdit toute remise en cause des représentations et rôles de genre.

38. Entretien 1.

39. Entretien 5.

40. La Conférence internationale des femmes de 1995 à Beijing constitue un moment important pour la cause des femmes: d'abord parce qu'elle s'inscrit dans la continuité de la Décennie des femmes de l'ONU (1975 – 1985); ensuite parce qu'elle a vu une participation record de femmes (délégations et ONG) lors de la conférence mais aussi en amont, pendant les deux ans de sa préparation organisée tant au niveau international que régional; enfin par les normes qu'elle a consacrées internationalement pour la première fois (reconnaissance des droits des femmes comme des droits humains/de l'Homme, représentation des femmes dans la sphère politique et économique, reconnaissance des violences faites aux femmes comme expression des inégalités de genre).

militantes de cette cause d'une part, et les « féministes » d'autre part – ce que l'une d'elles résume ainsi : « Parce qu'on lutte pour les droits des femmes, on vous taxe de féministe d'une certaine manière !<sup>41</sup> ». Dans les entretiens, cette attitude se traduit par le recours à des termes visant à marquer leur prise de distance vis-à-vis du féminisme. L'une d'elles justifie longuement sa position, avant de conclure : « Je suis presque féministe, mais... ça dépend des féminismes », tout en précisant que « chez nous, le mot féminisme pose problème, ce n'est pas perçu comme les gens le perçoivent au Nord, en tout cas dans certains milieux », avant de recadrer symboliquement son engagement à travers des référents plus neutres : « enfin, je suis engagée pour défendre les droits des femmes. Donc si on voit féminisme dans ce sens-là, alors je suis féministe. Mais, les gens savent aussi au Mali que je me bats beaucoup pour les droits de l'homme, notamment les droits des travailleurs<sup>42</sup> ». Le label féministe n'est donc finalement en partie accepté qu'au prix d'une redéfinition sémantique conforme à l'approche complémentaire des rapports sociaux de sexe que nous avons évoquée précédemment. Dans un autre entretien, l'une des militantes précise ainsi : « Moi je dis simplement que c'est humain que [la société] considère les femmes<sup>43</sup> ». Ce rejet du « féminisme » semble ainsi répondre à une tactique de ces militantes pour relégitimer leurs revendications émancipatrices en faveur des femmes face aux contraintes vécues de leur engagement dans l'espace public malien pour une cause perçue comme ayant aussi (voire surtout) une vocation internationale.

Dans quelques-uns des entretiens réalisés, il est également possible d'identifier un mécanisme supplémentaire de mise à distance de certains discours hégémoniques de la cause des femmes : il s'incarne dans une critique de « Beijing ». L'une d'elles décrit les tensions qui sont nées de la participation de certaines à cette conférence : « Il y a eu Beijing, et les premières militantes qui se sont battues [...]. Les stratégies de lutte n'ont pas été acceptées parce que cela allait à contre-courant de nos traditions, de nos valeurs [...]. Certaines ont réagi violemment... Elles disent qu'on essaie de leur imposer "Beijing" qui vient du Nord, que ce sont des engagements que les chefs d'État ont pris et que "ces hommes qui adhèrent aux conventions, c'est pas nous !" ». Elle conclut non sans une certaine fierté : « Non ! Moi, je ne suis pas allée à Beijing !<sup>44</sup> ». Cette critique doit se comprendre comme une mise à distance des cadres de mobilisation de la cause des femmes véhiculés lors de cette

---

41. Entretien 4.

42. Entretien 1.

43. Entretien 4.

44. Entretien 5.

rencontre, voire comme une mise en cause de la légitimité des participant-e-s à cette conférence à parler au nom des femmes maliennes (voire africaines). Ainsi, affirmer que « Beijing [...] vient du Nord » est une autre manière de dire que les valeurs diffusées lors de cette conférence leur étaient étrangères et que la définition des intérêts féminins ainsi que les revendications affichées étaient déconnectées des besoins des femmes maliennes. Affirmer que ce ne sont que des « engagements des chefs d'État » revient à considérer que la cause des femmes telle qu'elle a été formulée au cours de cette conférence a été en partie captée par l'élite au pouvoir, au détriment des mouvements de femmes, et a été *in fine* sans effet sur leur condition sociale.

La conférence de 1995 fut très médiatisée au Mali : elle a structuré le champ de la cause des femmes au niveau national, opérant une différenciation entre les militantes présentes à la conférence (ou ayant participé à sa préparation au Mali) et les autres. « Beijing » est un marqueur-clé pour les mouvements de femmes africains<sup>45</sup>, et probablement plus au Mali que dans d'autres pays<sup>46</sup>. Il agit comme un catalyseur historique des mobilisations en faveur de la cause des femmes, mais aussi comme un épouvantail d'une cause qui aurait été, d'une part, « occidentalisée » – c'est-à-dire éloignée des besoins et intérêts des femmes africaines – et, d'autre part, « captée » par le pouvoir en place et par une élite féminine locale cooptée, à travers les canaux d'un « féminisme d'État », sans volonté de promouvoir l'égalité des genres<sup>47</sup>. En effet, le nouveau gouvernement malien, élu démocratiquement en 1991, a financé une importante délégation à cette conférence. En 1993, le Commissariat à la promotion de la femme a été créé pour assurer la préparation de cette conférence internationale.

45. Voir par exemple, pour le cas ougandais, R. Ssewakiryanga, « “That Beijing Thing” : Challenging Transnational Feminisms in Kampala », *Agenda*, n° 54, 2002, p. 16-23.

46. Dans d'autres pays africains, les précédentes conférences internationales sur les femmes (et notamment Mexico en 1975 et Nairobi en 1985) ont pu avoir un rôle central dans la structuration des mouvements de femmes (notamment au Cameroun et au Kenya). Au Mali, cet impact a été plus important pour la conférence de 1995 en raison de l'importance des préparations en amont et de la médiatisation de l'événement. Voir S. D. Wing, « Women Activists in Mali: The Global Discourse on Human Rights », in N. A. Naples et M. Desai (dir.) *Women's Activism and Globalization. Linking Local Struggles and Transnational Politics*, New York, Routledge, 2002, p. 172-185.

47. On parle de « féminisme d'État » ou « femocracy » pour désigner l'entreprise de représentation et de définition de la cause des femmes par l'appareil d'État, associée à l'inclusion de certaines des militantes. Voir par exemple, pour le cas camerounais, L. Sindjoun, *La Biographie sociale du sexe. Genre, société et politique au Cameroun*, Paris, Codesria/Karthala, 2000. La monopolisation de la cause des femmes par l'État a été largement critiquée par les féministes (du Nord comme du Sud) car elle ne favoriserait pas la promotion des objectifs des mouvements de femmes, voire irait à son encontre. Voir par exemple A. Mama, « Feminism or Femocracy? State Feminism and Democratisation » in J. Ibrahim (dir.), *The Expansion of Democratic Space in Nigeria*, Dakar, Codesria, 1997.

Cette institution fut d'ailleurs par la suite l'objet de critiques car elle était perçue comme étant orientée exclusivement vers « Beijing » et dépourvue de mandat précis au niveau national. Au retour de la conférence, une nouvelle machinerie étatique de « promotion de la femme » fut mise en place au Mali<sup>48</sup> pour répondre aux recommandations formulées dans la Plateforme d'action de Beijing. En 1997, un ministère de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille fut créé et chargé de mettre en œuvre les recommandations internationales issues de la conférence<sup>49</sup>. La création de cette nouvelle instance gouvernementale a aussi été l'occasion de « rétribuer », et donc de coopter, les femmes qui avaient activement œuvré à la préparation de la conférence, accentuant davantage le clivage entre celles qui y avaient participé et les autres.

Ce discours critique rejoint la mise à distance du « féminisme » évoquée précédemment, mais en la complétant d'une remise en cause plus virulente et directe de l'internationalisation « par le haut » de la cause des femmes, qui occulterait tout cadrage de la cause des femmes « par le bas ». Cette double critique rejoint le courant féministe postcolonial<sup>50</sup>. Toutefois, ce type de critique reste assez marginal dans les entretiens réalisés, reflétant la faible audience de ce courant au Mali : si le « féminisme » est clairement rejeté, en revanche la critique de « Beijing » reste plus feutrée, et ne constitue donc pas (encore ?) la base d'un mouvement féministe critique (postcolonial) puissant au Mali. À travers les multiples arbitrages observés, plusieurs logiques d'appropriation de la cause semblent se dessiner, comme autant de rapports nuancés à l'extraversion<sup>51</sup>.

48. En 1974, l'Union nationale des femmes du Mali (UNFM) avait été créée. Il s'agissait alors de la seule instance habilitée à représenter les intérêts des femmes, et rattachée directement au parti unique (UPDM). À sa tête était placée la Première Dame (Mariam Traoré). Cette instance avait les mains libres uniquement pour son programme social. Elle a disparu en 1991 avec la chute du régime de Moussa Traoré.

49. Le Plan stratégique pour la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille (2002-2006) reprend très largement la Plateforme d'action de Beijing.

50. Le « féminisme postcolonial » invite à penser la pluralité dans le féminisme, en proposant une déconstruction partielle de la pensée féministe dominante qui repose sur une analyse ethnocentrée de l'oppression des femmes, et en incluant les expériences et analyses des femmes issues des diasporas et du Sud. Cette appellation généraliste rend toutefois assez mal compte de la pluralité des « voix » qui lisent l'oppression des femmes à la lumière du racisme, de l'esclavage et/ou de la colonisation. Voir par exemple le numéro spécial de la revue académique féministe *Signs. Journal of Women in Culture and Society* consacré au thème « Postcolonial, Indigenous and Emergent Feminism », vol. 20, n° 4, 1995.

51. La notion d'extraversion – empruntée à J.-F. Bayart – considère les relations du continent africain avec l'extérieur de façon nuancée, c'est-à-dire sur le mode d'une dépendance qui n'est pas que passive, mais qui permet aussi des formes d'action stratégique. Voir J.-F. Bayart, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, n° 5, 1999, p. 97-120.

**DES STRATÉGIES D'EXTRAVERSION DE LA PART DE MILITANTES  
MULTIPOSITIONNÉES**

Comment interpréter les positionnements de ces militantes maliennes professionnelles et internationalisées vis-à-vis de la cause des femmes ? Nous explorerons successivement trois hypothèses : ces positionnements résulteraient de l'existence d'une identité féministe séparée, seraient la manifestation d'une extraversion en partie stratégique de la cause défendue, et/ou constitueraient l'expression d'une « positionnalité translocale ».

*Une identité féministe séparée*

Le rejet du féminisme et/ou de « Beijing » peut tout d'abord être interprété comme l'expression d'une « identité séparée », telle que l'analyse par exemple Susanna Wing<sup>52</sup>. Cela répond alors à la nécessité pour ces femmes de revendiquer une identité militante distincte de celle produite dans les arènes internationales, à laquelle elles sont souvent assimilées. En cherchant à se centrer sur ce qui fait sens (ou est en tout cas perçu comme tel) au Mali pour les femmes, à savoir les enjeux spécifiquement maliens de la cause des femmes, elles parviennent ainsi à éviter le « stigmatisme » féministe qui condamnerait d'emblée leurs revendications en faveur de l'émancipation des femmes. Pour autant, les référents globaux ne peuvent pas être et ne sont pas totalement écartés par ces militantes. Leur engagement apparaît donc surtout modelé par des interactions étroites mais nuancées avec les discours, les pratiques et les acteurs internationaux – même s'il s'agit aussi de les critiquer, voire de chercher à les influencer. Ce serait donc plutôt dans les modalités concrètes de leur rapport à l'extraversion qu'il conviendrait de saisir leur engagement.

*Une extraversion en partie stratégique de la cause*

Précisons que la participation de ces militantes à un espace internationalisé de défense de causes comme le FSM n'était pour elles ni exceptionnelle ni fortuite. Cela révèle la nature complexe de leurs rapports à leur environnement extérieur. L'observation des ateliers auxquels elles étaient invitées – par leurs partenaires financiers habituels du Nord, ou par des partenaires plus

---

52. S. D. Wing, « Women Activists in Mali... », art. cit.

punctuels – permet de comprendre que leur participation ne les empêche pas pour autant de négocier en partie la forme de leur engagement dans cet espace.

L'une des militantes a par exemple été invitée à participer au FSM par l'un des principaux bailleurs de son organisation – une ONG britannique dont le bureau régional africain est basé à Nairobi et qui organisait un atelier pendant le forum. La même semaine, cette ONG avait également programmé la réunion annuelle de bilan et de renouvellement des financements. L'activité au FSM devait permettre d'offrir une « visibilité » supplémentaire à ses bénéficiaires « à la base »<sup>53</sup>. L'intitulé de l'atelier (« Experiences in the grassroots movement to end female genital mutilation »), ainsi que le vocabulaire employé par les intervenant-e-s africain-e-s (« mon village », « au niveau local », « en milieu rural », « communauté », etc.) et la juxtaposition (sans discussion transversale) d'activités ultra-localisées (une zone, un village, etc.) répondent bien à cette exigence, tout en générant une image impressionniste de l'action soutenue. La séance apparaît ainsi comme une « vitrine » à la fois pour les associations invitées, mais aussi pour l'ONG organisatrice qui légitime du même coup son ancrage « à la base » à travers la présentation d'une collection de discours localisés. D'ailleurs, cet atelier répondait aux exigences de la mise en scène : chaque intervention avait été préparée à l'avance pour offrir au final une (re)présentation qui se voulait exhaustive des formes de la lutte contre l'excision. La participante malienne nous précise ainsi la veille de l'atelier : « Ils ont voulu que je fasse mon intervention sur la reconversion des exciseuses, alors que ça n'a pas toujours marché »<sup>54</sup>. Le lendemain, elle parvient finalement à intégrer dans sa communication l'approche centrée sur la formation en santé de la reproduction des populations-cibles, qu'elle considère comme plus efficace. Cette militante malienne, qui participe au FSM dans le cadre des activités d'évaluation exigées par son partenaire, parvient ainsi à contenter ce dernier par une présentation nuancée et conforme aux attentes de mise en scène des activités à la base tout en formulant, à la marge, ses propres perceptions du thème abordé.

Le rapport à l'extraversion de ces militantes maliennes est donc bien en partie stratégique, mais il n'est pas autonome pour autant : l'appropriation par ces militantes du discours autour de la cause des femmes reste en partie

---

53. « [Cette activité] donne à nos bénéficiaires une tribune pour parler de leur travail, et cela leur offre aussi l'opportunité de discuter avec d'autres personnes, qui font des choses différentes... De cette façon ils peuvent beaucoup apprendre », entretien 6 réalisé avec la chargée de programme d'une ONG britannique basée à Nairobi (bureau Afrique), Nairobi, 17 janvier 2007.

54. Entretien 4.



contrainte par plusieurs facteurs. Cela est d'autant plus vrai qu'elles ne revendiquent pas dans ce FSM un discours critique de la cause des femmes tel qu'il s'affiche pourtant en partie dans cet espace militant. En effet, notons que, depuis ses débuts, le FSM s'affirme comme un espace internationalisé de contestation des paradigmes dominants de la cause des femmes, notamment ceux véhiculés dans d'autres espaces internationalisés plus classiques, comme les conférences onusiennes ou les programmes des principales organisations internationales. Ce type de critique est relayé au sein du FSM par une élite altermondialisée féministe comptant quelques représentantes africaines à l'instar de Rabia Abdelkrim-Chikh. Cette militante d'origine algérienne basée à Dakar, figure de proue du FSA, dénonce implicitement le paradigme « genre » devenu dominant dans les arènes internationales mais qui, selon elle, ne permettrait pas de changement radical dans les rapports sociaux de sexe<sup>55</sup>. Elle participe activement aux Dialogues féministes (DF) organisés chaque année en amont du FSM, où se croisent d'autres représentantes africaines de cette élite<sup>56</sup>. Les discours diffusés dans ces espaces offrent des cadres de mobilisation plus « radicaux » de la cause des femmes, c'est-à-dire formulant une remise en cause politique des rapports sociaux de sexe et s'inscrivant explicitement dans les courants de critique féministe postcoloniale. Les militantes maliennes rencontrées ne s'inscrivent pas dans ce type de discours critique. Deux facteurs croisés permettent de comprendre leur positionnement modéré.

Tout d'abord, il faut préciser que ce courant plus radical trouve un écho dans le FSM à travers une élite altermondialisée féministe qui dispose de ressources (relationnelles, organisationnelles) dont sont dépourvues les militantes maliennes professionnalisées rencontrées. Leur internationalisation, comme nous l'avons dit, se fait au contraire *via* des réseaux plus institutionnalisés, moins contestataires et en liaison avec les agences de développement<sup>57</sup>. Or ces partenaires privilégiés traduisent le plus souvent la cause des femmes à travers le *gender mainstreaming* (approche intégrée de l'égalité), c'est-à-dire

55. « L'institutionnalisation du "genre" a accompagné les politiques néolibérales, et l'offensive d'un patriarcat féroce [...] C'est presque le refus du mouvement féministe, refus des luttes des femmes en tant que femmes! », entretien 8 réalisé par Clara Bastardes avec Rabia Abdelkrim-Chikh, chargée de programme pour Enda Tiers-Monde, Dakar, 15 février 2007.

56. Pour l'édition 2007 (qui s'est tenue en amont du FSM à Nairobi du 17 au 19 janvier 2007), on peut noter la participation, par exemple, de Waniyeke Muthoni (Kenya), Fatma Aloo (Tanzanie), Ayesha Imam (Nigeria).

57. Parmi les partenaires réguliers des organisations nationales à la tête desquelles ces femmes sont placées, nous retrouvons notamment l'Agence de coopération canadienne (Acdi), la Fondation Friedrich Ebert, l'Unesco, l'Unifem et l'Usaid.

à partir d'un agenda visant à réduire les « disparités » de genre pour éliminer la pauvreté, sans forcément prendre en compte les changements sociaux structurels qui seraient nécessaires à la diminution de ces inégalités<sup>58</sup>. Une certaine mise en dépendance, qui encourage un traitement consensuel de la cause des femmes, serait un premier facteur explicatif de la modération de ces militantes. Rien d'étonnant alors à ce qu'une seule d'entre elles (qui est à la tête d'une organisation panafricaine en faveur de l'égalité de genre basée à Nairobi) ait participé aux Dialogues féministes organisés en amont du FSM 2007.

Mais, et cela introduit un second facteur, les deux Aminata n'ont pas non plus participé aux Dialogues féministes. Ces deux leaders africaines ne s'inscrivent pas parmi cette élite altermondialiste féministe : elles ne revendiquent pas de changements radicaux dans les rapports sociaux de sexe. Par exemple, lors du FSM de 2006 à Bamako, Aminata Barry Touré avait en charge l'organisation de l'« Univers des femmes », un espace dédié aux questions de femmes, sans stratégie d'inclusion transversale dans le reste du forum (ce qui a été critiqué lors de l'organisation de l'édition suivante du FSM). Aminata Dramane Traoré, quant à elle, revendique une complémentarité dans les rapports sociaux de sexe, et considère d'ailleurs que les questions d'égalité des sexes sont trop souvent survalorisées par rapport aux autres formes d'oppression (race, classe...)<sup>59</sup>. Une telle attitude répond également à une volonté de (re)légitimation culturelle de leur engagement. Cette exigence est d'autant plus forte parmi les militantes maliennes interrogées qu'elles sont dotées de ressources à l'international plus limitées. Ainsi, leur appropriation de la cause des femmes repose sur une mise à distance stratégique de certains cadres de mobilisation. Elles en proposent une interprétation modérée offrant une légitimité « malienne » à leur cause – à travers la valorisation de la maternité, la mise en exergue des rapports complémentaires hommes/femmes, voire, plus symboliquement, le rejet du « féminisme » ou (plus rarement toutefois) de « Beijing ». Cette posture leur assure une double légitimité, car elle leur permet de répondre aux attentes d'une partie de leurs partenaires internationaux qui

---

58. R. Eyben, « The Road not Taken: International's Aid Choice of Copenhagen over Beijing », draft paper préparé pour le rapport de l'Unrisd, *Gender Equality: Striving for Justice in an Unequal World*, juin 2004, <<http://www.unrisd.org>>.

59. « Le droit à la différence et à la vie qui nous est refusé en tant que Noirs dominés est plus important pour moi que la course pour atteindre une hypothétique égalité entre les sexes. [...] Mais le racisme ne suscite pas autant d'intérêt ni d'énergie que le féminisme. Pourquoi ? [...] Ce qui compte, c'est la solidarité entre les sexes plutôt que des droits égaux », in A. D. Traoré (entretien avec J. Brizot), « The South: A Joint Struggle », *Courrier de l'UNESCO*, septembre 1995, traduit de l'anglais.

privilégient un agenda réformiste de l'égalité de genre tout en marquant une distance vis-à-vis de certains discours internationaux, contenant ainsi les tensions domestiques liées à la nature de leur engagement. L'appropriation de la cause des femmes révèle la mobilisation alternative de diverses ressources (culturelles ou non) face à un engagement qui reste en partie nécessairement tourné vers l'international. La notion de « positionnalité translocale » permet ici de mieux saisir la logique de ces positionnements.

### *Des « positionnalités translocales »*

Les militantes maliennes professionnelles internationalisées que nous avons rencontrées sont porteuses de multiples identités – en tant que femmes, femmes africaines/maliennes, issues d'un certain milieu socioculturel, appartenant à tel ou tel groupe ethno-régional, mères de famille, militantes de la cause des femmes, syndicalistes, membres de réseaux internationaux etc. Or ces identités se combinent, se chevauchent, mais peuvent aussi se contredire dans les espaces (réels et imaginés) et les contextes hétérogènes de leurs pratiques militantes – marquées par l'imbrication d'un ancrage national et international.

La sociologue Floya Anthias propose une analyse des identités multiples et de leurs croisements, qui se sont intensifiés du fait de la globalisation, et offre une grille de lecture pertinente<sup>60</sup>. Pour comprendre ces processus complexes, elle invite à déconstruire la conception rigide et figée de l'identité pour y substituer une réflexion en termes de positionnalité translocale<sup>61</sup>. En effet, les individus sont placés simultanément (du fait des migrations, ou de la globalisation de manière générale) dans différents espaces d'identification (sexe, genre, classe, etc.) et différents contextes (sociaux, culturels, etc.), dont le croisement permanent mais évolutif produit des positionnalités fluides. Elle suggère donc de s'interroger en termes de frontières plutôt que d'identité stricte. Cette approche permet de prendre en compte les effets de l'intersectionnalité des processus d'identification sans pour autant les

60. Voir notamment F. Anthias, « Beyond Feminism and Multiculturalism: Locating Difference and the Politics of Location », *Women's Studies International Forum*, vol. 25, n° 3, 2002, p. 275-285; F. Anthias, « Belongings in a Globalising and Unequal World: Rethinking Translocations », in N. Yuval-Davis (dir.), *The Situated Politics of Belongings*, Londres, Sage, 2006, p. 17-31.

61. Précisions que la notion de « positionnalité » combine à la fois celle de position sociale (un résultat) et celle de positionnement social (processus reposant et/ou supposant une capacité d'action). Les « locations » sont des situations que l'on peut comprendre comme des espaces d'identification (en terme de classe, de genre, de sexe...) et des contextes (sociaux, culturels, etc.).

considérer dans une seule et unique perspective combinatoire, mais en les remplaçant au contraire dans les interactions fluides produites par les contextes multiples dans lesquels ils sont amenés à s'exprimer. Or ces phénomènes de croisement sont précisément au cœur de la problématique de l'engagement des militantes maliennes rencontrées.

La notion de positionnalité translocale, transférée dans le champ militant, permet de souligner deux éléments-clés de notre étude. D'une part, il n'existe pas une positionnalité translocale, figée et uniforme, qui rendrait compte de l'engagement de toutes les militantes maliennes dans la cause des femmes. Au contraire, s'il est possible de dégager une logique transversale dans la construction de leur engagement, à savoir une appropriation sélective des cadres de mobilisation de la cause des femmes, cela ne se traduit pas pour autant exactement dans les mêmes termes selon les contextes et contraintes dans lesquels chacune s'inscrit de façon singulière. D'autre part et surtout, cette logique transversale ne répond pas à des comportements schizophréniques. Les multiples identités des femmes maliennes rencontrées ne sont en effet pas tant à l'origine de positionnalités éclatées – ce qui les conduirait par exemple à se revendiquer féministes sur des scènes internationalisées contestataires (type FSM), puis à développer un discours plus modéré dans les espaces nationaux où elles sont *a priori* plus contraintes. Dans les ateliers observés au FSM, leur(s) cadrage(s) de la cause des femmes apparaissent au contraire cohérents, déployés en fonction d'arbitrages qui révèlent surtout une certaine fluidité de la cause qu'elles défendent. Placées dans des situations où elles occupent des positions différentes, ces militantes y construisent aussi en partie leur engagement, reflet de positionnalité(s) translocale(s).

**L**es mobilisations nuancées de ces militantes maliennes rencontrées au FSM témoignent d'un processus singulier d'appropriation de la cause des femmes. Cela passe en partie pour elles par une déconstruction des cadres dominants de mobilisation féministes, qui façonne dans le même temps des frontières plus ou moins fluides d'engagement(s) militant(s) pour une cause dont il leur faut surtout contenir l'extraversion. En observant les militantes maliennes s'approprier cette cause, il apparaît cependant que cette extraversion n'est ni irréductible ni univoque : les positionnements stratégiques de ces militantes, au FSM par exemple, montrent bien que le détour par l'international peut dans une certaine mesure et de diverses façons nourrir des revendications domestiques. De plus, leurs positionnements nuancés questionnent aussi l'internationalisation des mouvements de femmes : les critiques implicites et/ou explicites véhiculées par les militantes africaines contribuent à façonner

et à modeler la cause globale des femmes. Enfin, si leur rapport à l'international est déterminant, ces mouvements sont également confrontés en interne à la question de leur relation avec l'État: la captation de la cause des femmes par l'appareil d'État, à travers des ministères sous-financés et/ou sous perfusion des bailleurs internationaux, offre une réponse encore partielle aux revendications qui émergent en faveur de l'égalité de genre. À travers les négociations des mouvements de femmes africains pour légitimer en interne et en externe leurs revendications en faveur de l'émancipation des femmes, cette étude témoigne donc des dynamiques mais aussi des défis de la consolidation de ces mouvements ■

Aurélie Latourès

Centre d'Étude d'Afrique Noire, Bordeaux

IEP de Bordeaux/Université Montesquieu – Bordeaux IV

*Abstract*

**« I am almost feminist, but... ». Appropriation patterns of the women's cause by Malian women activists in the 2007 World Social Forum in Nairobi**

*The internationalisation of the women's cause faces one great challenge: thinking its plurality, as the somehow difficult integration of the African women's movements illustrates. The participation of Malian women to activities related to the women's cause in the 2007 World Social Forum in Nairobi reveals some appropriation patterns of an international cause. These women's "moderate" framing of the cause is a sign of their "translocal positionality", shaped by the constraints arising from the internationalisation of their activism.*